

de près à des positions que défendaient jadis les Américains. Paul Warnke, ancien négociateur en chef des États-Unis pour la limitation des armements, a fait remarquer comme d'autres que l'offre soviétique prévoyant une réduction marquée (50 p. 100) des missiles stratégiques intercontinentaux et la liquidation totale (option zéro) des euromissiles fait plus ou moins écho à d'anciennes propositions de l'administration Reagan, tandis que la recherche d'une interdiction totale des essais nucléaires et l'opposition à toute forme de défense stratégique rappellent la position américaine des années 1970.

Dans certains domaines, c'est M. Gorbatchev qui, à première vue, donne l'impression de vouloir faire un effort supplémentaire. Il a prolongé de trois mois le moratoire soviétique unilatéral sur les essais nucléaires (un nouveau prolongement est intervenu après la catastrophe de Chernobyl), alors que les États-Unis poursuivent toujours leurs essais. Les Américains objectent que ces essais sont nécessaires à la réalisation de l'Initiative de défense stratégique et à la modernisation de leurs forces nucléaires, en attendant que celles-ci deviennent véritablement désuètes ou qu'elles soient interdites aux termes d'un traité bilatéral.

Autre exemple : M. Gorbatchev se dit maintenant prêt à envisager la suppression des missiles de portée intermédiaire basés en Europe, indépendamment de la question posée par l'Initiative de défense stratégique; seules les réductions d'armes stratégiques sont liées dans son esprit à l'interruption de la guerre des étoiles. Pourtant, au sommet de Reykjavik, M. Gorbatchev faisait de l'abandon du programme IDS un préalable au démantèlement des INF ainsi qu'à son acceptation éventuelle d'une interdiction partielle des essais nucléaires.

La proposition de M. Gorbatchev tendant à réduire de 50 p. 100 le nombre des lanceurs intercontinentaux et à limiter celui des ogives à 6 000 recèle une autre concession, puisque les forces nucléaires américaines déployées en Europe n'y sont plus assignées à la catégorie des armes stratégiques. (Les Américains ont toujours maintenu que leurs avions à moyenne autonomie basés sur terre et sur porte-avions ne pouvaient être définis comme étant des systèmes d'armes "stratégiques".) À Reykjavik, le président Reagan s'est prononcé en faveur de cette limitation.

Par son initiative du 15 janvier, M. Gorbatchev a également modifié les propositions concernant les INF que l'URSS avait présentées antérieurement à Genève. En effet, Moscou avait toujours soutenu qu'en dernière instance, les forces soviétiques de

portée intermédiaire en Europe ne devaient pas être inférieures aux forces nucléaires réunies de la France et de la Grande-Bretagne. Mais M. Gorbatchev a déclaré que l'URSS était désormais favorable au démantèlement de toutes les INF soviétiques et américaines. Les armes nucléaires françaises et britanniques pourront même demeurer en place durant ce processus, à condition que les deux pays européens s'abstiennent d'accroître leurs forces de frappe respectives. Les Soviétiques n'insistent donc plus pour que les missiles nucléaires britanniques et français soient pris en compte dans le calcul des forces eurostratégiques visées par les négociations.

Une des réserves émises par les États-Unis à l'égard de cette partie du plan concerne l'absence de toute mention des SS-20 mobiles basés en Asie. Les engins de ce type stationnés dans la péninsule de Kamtchatka peuvent atteindre des cibles en Alaska et à Hawaï, ainsi que les bases américaines au Japon et en Corée du Sud. En outre, ils pourraient être redéployés en Europe dans l'éventualité d'une crise; cette mesure exigerait cependant un certain temps, car en vertu de sa proposition prévoyant l'élimination de tous les missiles de portée intermédiaire sur le territoire européen, l'URSS aurait déjà démantelé l'infrastructure de mise en batterie des SS-20 mobiles. Au sommet de Reykjavik, M. Gorbatchev a fait droit à cette objection en proposant de limiter à 100 le nombre d'ogives déployées sur SS-20 en Asie soviétique, les États-Unis étant autorisés en contrepartie à conserver le même nombre d'ogives de portée intermédiaire, mais sur le continent américain seulement.

On a soulevé une autre objection. En effet, la France et la Grande-Bretagne sont en train de MIRVer leurs missiles dans le cadre d'un programme de modernisation qui, dans les années 1990, devrait aboutir à une multiplication par quatre ou cinq du nombre de leurs armes nucléaires respectives. Or, il est peu probable que la France ou la Grande-Bretagne soient disposées à interrompre ce processus avant que les superpuissances aient pratiqué des coupures réelles dans leurs propres forces stratégiques. Qui plus est, M. Gorbatchev souhaiterait imposer la condition que les États-Unis ne transfèrent aucun missile de portée stratégique ou intermédiaire à une puissance tierce. Les Américains ont objecté que cela empêcherait la vente des nouveaux missiles Trident à la Grande-Bretagne ainsi que le redéploiement de tout missile de croisière ou missile Pershing sur le territoire d'autres pays. À Reykjavik, les missiles britanniques et français ont été exclus des accords conclus.